



Note de préparation du Rendez-vous « Ours » FERUS - Pays de l'Ours-Adet / Ministre de l'Ecologie 10 déc. 2013



1. Etat des Lieux

- Depuis le 1er janvier 2010, la France n'a **plus de plan de conservation et de restauration** de la population d'ours dans les Pyrénées ;
- L'effectif minimum d'ours en 2012 est de 22 ours dans les Pyrénées, nombre identique à celui de 2011 donc **stagnation** ; (Source : Equipe ours de l'ONCFS)
- **Diminution de l'aire de répartition** de l'ours dans les Pyrénées entre 2011 et 2012 avec zéro indice de présence détecté sur le noyau oriental malgré le maintien des prospections sur ce secteur ; (Source : Equipe ours de l'ONCFS)
- Près de la moitié de l'aire de répartition actuelle n'a plus de femelle donc **disparition imminente du noyau occidental** de la population d'ours dans les Pyrénées.

Absence de croissance et baisse de l'aire de répartition, **deux indices importants de manquement de la France vis-à-vis de son obligation de rétablir la population d'Ours brun dans un état de conservation favorable.**

2. Nos Demandes

1. Un **positionnement clair du Gouvernement** (dans le cadre juridique rappelé) ; la seule position possible est la cohabitation de l'ours et des activités humaines.
2. Parution d'un **nouveau plan de conservation et de restauration** de la population d'ours dans les Pyrénées
3. **Renforcement des deux noyaux** de population d'ours : que le Ministère fasse, ou qu'il laisse faire les associations (cf. demandes d'autorisation en cours).
4. **Améliorer juridiquement la protection de l'ours en France**
 - a. Augmenter les sanctions pour perturbation intentionnelle (actuellement ce n'est qu'une contravention de 4ème classe punie par l'article R415-1 1° du code, sanctionnée par une amende de 750 euros maximum, qui reste la même en cas de récidive)
 - b. reconnaître l'incitation à destruction d'une espèce protégée comme un délit pénal accompagné de sanctions.
5. Annoncer sans ambiguïté que **tout ours mort de cause humaine** (volontaire ou non) **sera remplacé** dans la phase critique actuelle de cette petite population d'ours ;
6. Conduite d'un travail de **prévention** et de **médiation** sur les secteurs sensibles.
7. **Valoriser ce qui marche** et accorder autant d'attention à ce qui fonctionne bien qu'à ceux qui crient : par exemple l'évolution positive des pratiques de protection et de la prédation sur certaines estives, ou le travail de La Pastorale pyrénéenne sur les chiens de protection.

3. Nos Objections

1. **Ni effarouchement, ni déplacement** : ces actions doivent être **strictement réservées au cas d'ours au comportement anormal** dans le **respect du protocole « ours à problèmes »** ; cf arrêtés d'effarouchement en Hautes-Pyrénées malgré avis négatif du CNPN voire même en 2013 sans consultation du CNPN. L'accumulation de tels arrêtés s'apparente à la création d'une **zone d'exclusion** de l'ours dans les Hautes-Pyrénées.
2. **Ne pas céder à la tension créée et entretenue artificiellement** par les opposants pour maintenir l'inaction de l'Etat ; cf simulacre de battue d'effarouchement en Ariège - juillet 2013. Un minimum de fermeté de l'Etat s'impose, c'est ce qui a permis ailleurs de faire baisser les tensions justement (exemple du Col de l'Escrinet en Ardèche).
3. **Cesser d'indemniser des dégâts manifestement non-imputables** (cf. Pouilh sept 2013)
4. **Pas d'alignement des aides pastorales entre estives non protégées et protégées** ! Cela provoquerait une baisse de la protection et une augmentation des dégâts.
5. **Pas de système déclaratif des dégâts sans conditionnement** à la protection et limitation aux "petits" dégâts (cf. réflexion en cours en Ariège, à laquelle nous ne sommes pas associés).
6. **Ne pas bafouer le statut d'espèce protégée** (ours, outarde-canepetière, bouquetin, loup ...) ; Le Ministre de l'Ecologie est le garant des espèces protégées en France et non le responsable d'une agriculture en difficulté.
7. **Ne plus encourager les pratiques** (pastorales notamment) **ayant un impact négatif** sur la biodiversité ; favoriser au contraire celle permettant la cohabitation.

4. Nos Questions

1. Pourquoi ne pas avoir rappelé au congrès de l'ANEM que **la restauration d'une population viable d'ours est une obligation légale de la France** ?
2. Pourquoi **toujours céder aux menaces et violences** et **laisser penser aux opposants à l'ours qu'ils pourraient obtenir l'éradication de l'ours**, alors que c'est impossible ?
3. Si l'effectif d'ours stagne ou baisse en 2013 (probable !), **quelle attitude de l'Etat** ? Lancement d'une procédure de nouveaux lâchers (cf. SPVB) !?
4. **Pourquoi l'étude du volet "ours" de la SPVB n'est-il toujours pas lancé au Comité de Massif** (cf. engagements pris début 2013) ?
5. **Ne rien faire, c'est, à très court terme, laisser disparaître l'ours en Béarn** ; est-ce l'orientation choisie par le Ministère de l'Ecologie ?
6. **Ne rien faire, c'est à court terme se retrouver avec un noyau central identique à celui du Béarn** au début de sa régression ; est-ce l'orientation choisie par le Ministère de l'Ecologie ?
7. Le gouvernement semble **ignorer la mise en demeure de la France par la Commission Européenne** pour « manquement à ses obligations de protection de l'Ours brun des Pyrénées », obligations contenues dans la directive Habitats ; Quelle suite sera donnée à un avis motivé de la Commission Européenne (plus que probable et imminent) ?

Il est de la **responsabilité du Ministre de l'Écologie de restaurer la population d'ours dans les Pyrénées** et non de la fragiliser, ni d'accepter la diminution de son aire de répartition en France.